

## **AFGHANISTAN**

### **Amnesty International déplore vivement que le Royaume-Uni refuse la tenue d'une enquête**

*Index AI : ASA 11/038/01*

Amnesty International est consternée par le refus du Royaume-Uni d'ouvrir une enquête sur les décès de prisonniers et d'autres personnes à Qala-e-Jhangi.

« *Que le Royaume-Uni refuse qu'une enquête soit menée sur ce qui semble être l'épisode le plus sanglant de la guerre, au cours duquel de graves atteintes aux droits humains et au droit international humanitaire ont été commises, porte à s'interroger sur l'attachement des autorités à la primauté du droit* », a déclaré Amnesty International.

« *Une telle attitude est préoccupante en ce qui concerne le sort des autres prisonniers, actuels ou à venir, en Afghanistan. Si des violations ont été commises, refuser une enquête ouvre la voie à d'autres violations et perpétue la culture de l'impunité déjà infligée à l'Afghanistan.* »

Amnesty International a été à la tête du mouvement en faveur d'une enquête sur les morts survenues à Qala-e-Jhangi et sur les événements ayant déclenché les violences. Il faudra examiner les manquements éventuels aux règles régissant la capture et le traitement des prisonniers et voir si la réaction des forces du Front uni, des États-Unis et du Royaume-Uni a respecté le principe de proportionnalité.

« *Qu'y a-t-il à craindre d'une enquête à part la vérité et l'envoi du message sans équivoque que l'impunité ne sera pas tolérée ? L'histoire de l'Afghanistan est une longue suite d'atteintes aux droits humains et il ne pourra pas y avoir de paix durable dans le pays tant que les atteintes commises aujourd'hui et par le passé resteront impunies.* »

Si les forces directement impliquées refusent d'enquêter sur ces violences, une enquête internationale avec la participation

des Nations unies devra être envisagée.

Amnesty International demande de nouveau que soient déployés dès que possible des observateurs internationaux chargés de surveiller la situation des droits humains dans le pays. Elle souhaite également qu'une commission d'experts soit nommée sans délai pour étudier les mécanismes à mettre en place pour juger les auteurs des atteintes aux droits humains commises actuellement et par le passé en Afghanistan ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web :**  
<http://www.amnesty.org>